

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ÉTABLIE ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Les CEMEA Occitanie
Représenté par Philippe FERRAND, Président

La Fédération des Centres Sociaux LR
Représenté par Marie Claude Baniol, Présidente,

L'Union Régionale des Francas Occitanie
Représenté par, *fonction*,

La Ligue de l'enseignement du Gard,
Représentée par Maurice Illouz, Président.

Préambule : qui sommes-nous ?

Nous sommes quatre organisations, les CEMEA, La Fédération des Centres Sociaux, les Francas, La Ligue de l'Enseignement, inscrites dans le champ de l'éducation populaire et de l'Economie Sociale. Nous agissons dans le Gard, nos mouvements sont présents sur l'ensemble du territoire national.

Notre action s'inscrit notamment dans et autour de l'école avec pour leitmotiv de permettre à l'enfant comme à l'adulte : épanouissement personnel, ouverture d'esprit, réussite sociale et éducative. L'idéal politique structurant ce projet, est porté par nos projets éducatifs et sociaux, leviers de formations de citoyens éclairés et donc garant d'une démocratie exigeante et active.

Nous intervenons sur des territoires urbains mais également sur des territoires ruraux ou rurbains. En accord avec les valeurs que nous défendons, nos associations sont également très présentes dans les territoires dits sensibles ou prioritaires, auprès des populations les plus fragilisées socialement, économiquement et culturellement.

La question de la mise en mouvement des savoirs et des compétences est au centre de nos projets. Notre volonté et objet premier est de faire des citoyens et citoyennes, acteurs de la société dans laquelle ils et elles vivent.

Nous nous donnons comme principe d'accompagner les citoyens en les informant sur les règles et les valeurs de la citoyenneté, en favorisant les échanges et les débats d'idées, en sensibilisant sur les grandes thématiques sociétales telles que le respect des différences. Le développement durable ou la laïcité sont des missions que nous nous donnons.

Certaines règles et valeurs sont les garantes d'un vivre ensemble harmonieux, aussi il nous paraît essentiel de les expliquer mais aussi de permettre à chacun et chacune d'en débattre, de se retrouver autour de principes communs et de différences enrichissantes, et de pouvoir les transmettre ultérieurement.

La méthodologie utilisée lors de nos formations participe pleinement à cet objectif : une démarche pédagogique participative favorisant la construction collective.

Article 1 : Objectif du consortium

Les quatre associations ont, au cours de leur histoire, développé un projet associatif fort et des spécificités reconnues.

Pour autant, pour faire face aux nouveaux besoins et aux enjeux de qualification du champ professionnel de l'animation, de l'éducation et plus largement de l'économie sociale et solidaire, les quatre associations - actrices de l'éducation populaire et organismes de formation - souhaitent se rapprocher, penser leur développement dans une logique territoriale de coopération, concerter leurs stratégies, s'ouvrir à d'autres acteurs et champs professionnels et enfin, donner une image dynamique et vertueuse de l'éducation populaire.

Pour cela, elles organisent entre elles une alliance qui prend la forme d'un consortium d'organisations amies et alliées.

Son objectif principal est de structurer et développer un pôle formation de l'éducation populaire dans le département du Gard

A partir de cet objectif commun, les quatre associations souhaitent s'engager librement dans le consortium, que chacun considère comme stratégique. Le consortium définit dans ses missions, projets et actions la place de chacun, dans la recherche de complémentarités, dans un esprit de mutuelle compréhension, d'équilibre, de réciprocité et de solidarité.

Ce consortium peut s'ouvrir sur certains objets à d'autres organisations dans le cadre d'alliances plus larges, tout comme chacune des entités, peut conclure d'autres partenariats à la seule condition que ces derniers ne soient pas en contradiction avec les objectifs du consortium et les intérêts de chacune des organisations.

Article 2 : Objets de travail du consortium

Regroupés autour des mêmes valeurs et d'un même esprit de développement, pour structurer le champ de la formation et répondre aux besoins des acteurs publics, des employeurs et de la population, le consortium articule ses actions autour de cinq objets :

- La mise en place d'une organisation en consortium pour répondre de manière concertée aux besoins des employeurs (dont les Francas 30 et La Ligue 30, principaux employeurs du département) ;
- La mise en place d'une organisation en consortium pour répondre de manière concertée aux appels à projets des pouvoirs publics, en particulier le Projet Régional de Formation sur le département du Gard ;
- Une structuration de notre offre de formation et de nos filières de formation liés à l'éducation populaire, sur les champs de l'éducation, de l'animation et de l'ESS ;
- Une mutualisation de nos moyens humains et matériels, en particulier les moyens administratifs, pédagogiques, les fonctions supports et les locaux

- La communication externe de notre organisation en consortium vis-à-vis des pouvoirs publics, des milieux professionnels et des autres organismes de formation ; cette communication visera à donner une bonne image de l'éducation populaire auprès des pouvoirs publics, des employeurs et de la population ;

Cette alliance visera à contrer des acteurs et organismes de formation qui ne partagent pas les mêmes valeurs et la même vision du développement ; chaque membre du groupement est fondé à formuler de manière argumentée, auprès de ses partenaires, avec qui il souhaite ou ne souhaite pas travailler.

La mutualisation permettra aussi de gagner du temps, à améliorer la qualité de nos actions.

Article 3 : Une ambition pédagogique commune

Les quatre organisations partagent des valeurs pédagogiques fortes qu'elles s'engagent à mettre dans leurs actions concertées dans le Gard.

Les intentions pédagogiques figurent dans l'annexe 1.

Article 4 Périmètre géographique de la convention

Nos quatre organisations sont structurées chacune différemment sur le plan national, régional et départemental.

Il est entendu que le périmètre de la convention concerne exclusivement le département du Gard et ne s'étend pas aux départements voisins et à la Région Occitanie.

Article 5. Comité de suivi et décisions au sein du consortium

Afin d'accompagner la mise en œuvre de cette convention, un comité de suivi et de décisions est mis en place, comprenant deux représentants de chaque mouvement. Il se réunit pour préciser les orientations, prendre des décisions, mettre en place des régulations et établir le bilan des actions menées conjointement.

Il se réunit au moins une fois par an et autant de fois que nécessaire.

Article 6. Conventions techniques

Certains objets liés à la coopération ou à la mutualisation donneront lieu à des conventions techniques annexes qui respectent l'esprit de cette convention cadre. Elles porteront sur des engagements réciproques engageant des moyens financiers et humains ou sur le volet immobilier.

Article 7. Durée de la convention et évaluation

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Pendant cette période, elle peut être modifiée par avenant entre les parties. Elle peut être dénoncée avant son terme par chacune des parties, soit par accord écrit entre les parties, soit par l'une des parties, par courrier recommandé avec un préavis de six mois.

À l'issue de ces trois années, une évaluation globale permettra d'étudier sa reconduction.

Fait à Nîmes, le

Pour les CEMEA
d'Occitanie
Le Président
Philippe FERRAND

Pour la Fédération des
Centres Sociaux du
Languedoc Roussillon

Pour L'Union
Régionale des Francas
d'Occitanie

Pour la Ligue de
l'enseignement du
Gard

Le Président,
Maurice Illouz

Annexe 1 : La démarche andragogique du consortium

- Une démarche andragogique active prenant en compte les représentations, les pratiques, les expériences des stagiaires pour leur permettre d'évoluer et de construire de nouvelles compétences.
 - En rendant les stagiaires acteurs de leurs apprentissages à chaque moment : recherche de stage, analyses de pratiques, analyses de projets, mise en situation, remédiation collective...
- Une communication active. En privilégiant le travail en petits groupes afin de favoriser l'échange, le débat autour des valeurs et des pratiques des uns et des autres. Le fait d'être mis en situation de recherche et de réflexion apporte davantage de recul et favorise le réinvestissement pratique.
- Une approche individualisée de l'apprentissage prenant en compte le stagiaire dans sa globalité, dans le cadre d'une prise en charge collective :
 - En apportant une attention particulière à chacun, en tenant compte de ses caractéristiques, de ses forces et de ses faiblesses
 - En faisant en sorte que chacun puisse trouver sa place au sein du groupe et l'enrichir de ses particularités.
- Un accompagnement des stagiaires après la fin de la formation qui peut se traduire par un retour du formateur sur site lorsqu'il s'agit de formation d'équipe entière.
- Une Innovation pédagogique, la recherche d'outils pédagogiques innovants adaptés aux différents publics. Cette quête d'innovation pédagogique oblige à se remettre en question et à se renouveler sans cesse.
- Des contenus permettant au praticien de comprendre, d'analyser, de questionner sa pratique
 - Nos formations passent nécessairement par l'appropriation et l'exploitation de contenus théoriques issus des champs des recherches en sciences de l'éducation, sociologie, psychologie....
 - Ces apports théoriques viennent compléter les connaissances fondamentales nécessaires à une bonne analyse de pratique et recherche de remédiation : connaissance du contexte local, des spécificités, des différents cadres emploi, des partenariats locaux et organismes financeurs, des lois et règlements.
- Une prise en compte de l'individu dans sa globalité nécessitant une réponse à ses besoins qui ne se limite pas à l'apprentissage, le contexte de la formation joue un rôle important concernant le maintien ou le développement de la motivation (convivialité, contact avec les salariés, écoute active, information sur les transports, la restauration, les aides

financières ...). Nous constatons par ailleurs que la prise en compte des risques psycho sociaux est de plus en plus prégnante en formation (gestion du stress, de conflit ...), l'application de nos valeurs passe par la mise en œuvre d'une relation et d'un cadre bienveillant :

- Une prise en compte de la motivation du stagiaire en sécurisant son parcours, en valorisant ses réussites, en le rendant acteur de son apprentissage par une démarche de réflexion et recherche et en l'impliquant dans l'atteinte de ses objectifs et des voies pour les atteindre.

Annexe 2 : premières pistes de collaboration (synthèse de la réunion du 10 juin 2021)

- Organiser dans le Gard une filière animation complète, du CPJEPS au DESJEPS. Identifier d'autres acteurs que nous pourrions associer à cette démarche (Ardam – Merlet / IFME)
- Se préparer à répondre au Programme Régional de Formation
- Rencontrer conjointement le CNFPT, proposer des formations auprès des collectivités territoriales
- Faire un BAFD en commun

Premières échéances :

- Pour octobre 2021 -> Signer un pacte/ engagement politique qui officialise notre partenariat
- Pour octobre 2021 -> faire un état des lieux des besoins des employeurs de nos réseaux respectifs en matière de diplômes, de qualifications, d'alternances et de rubans pédagogiques de nos formations. (Rodolphe nous propose le questionnaire réalisé par les centre sociaux)
- Pendant les vacances d'automne 2021 -> Faire un BAFD en commun : La ligue le déclare ; équipe constituée d'1 formateur ligue, 1 formateur CEMEA et peut être un Francas ; partage de nos charges et produits de façon égale.
- Pour Janvier 2022 -> Louer et/ ou acheter un espace de formation commun « espace Education Populaire » qui pourra héberger l'ensemble de nos formations à Nîmes – Chaque mouvement fait l'état de ses besoins en matière de salles, espaces et évalue la somme qu'il peut mettre au pot commun –
- Cet espace nous permettra de mutualiser des outils nécessaires à la formation : photocopieur, internet, vidéo projecteur, tableau interactif, etc... Mais aussi un espace ressource documentaire et une grande salle de réunion pouvant accueillir au moins 50 personnes.
- Cet espace pourra également accueillir du « co-working » et des réunions de partenaires.
- L'école des Parents et des Educateurs et l'Ariéda souhaiteraient s'associer à ce projet.
- Les Francas du Gard souhaitent s'associer à ce projet.